

DIRECTION GÉNÉRALE : des services de santé et médecine universitaire

RESPONSABLE DU DOSSIER : Daniel Lefrançois

SUJET

Demande d'autorisation afin de verser à l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal un montant de 1 414 172 \$ pour finaliser le financement du service des premiers répondants de la Ville de Montréal.

ÉTAT DE SITUATION

L'objectif du programme était de disposer de 65 casernes de premiers répondants au 31 mars 2009. Or, entre avril 2009 et septembre 2009, le nombre de casernes était de 51, de 58 entre en octobre et novembre 2009 et de 65 de décembre 2009 à mars 2010. Pour 2009-2010, le ratio de couverture du territoire a été de 87,4 %. Par ailleurs, la cible de performance fixée par les parties à sept minutes et 59 secondes pour le délai d'intervention a été atteinte dans 90,5 % des cas. La Ville devrait recevoir une subvention totale, soit 7 547 780 \$ (montant indexé). Vu le taux de couverture du territoire, la subvention totale sera de 7 344 571 \$. En 2009-2010, une somme de 5 930 399 \$ avait été versée. Pour finaliser la subvention 2009-2010, une somme 1 414 172 \$ est à verser.

IMPACTS (légal / réglementaire, relations fédérales-provinciales et autres)

Dans le but de mettre en place des services préhospitaliers d'urgence de qualité, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) intègre les services de premiers répondants municipaux à la chaîne de soins préhospitaliers d'urgence. Ainsi, une entente entre l'Agence de Montréal, la Corporation d'urgences-santé et la Ville de Montréal est intervenue pour que le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) soit implanté comme service de premiers répondants des arrondissements de l'agglomération de Montréal. Pour supporter ce projet, l'attente prévoit que l'Agence de Montréal verse à la Ville une aide financière. À partir du 1^{er} avril 2009, la subvention est composée d'une base fixe pour les coûts de l'infrastructure de gestion du service et une partie variable modulée sur le niveau de performance réalisé par les équipes. Le niveau de performance est calculé sur un délai d'intervention de sept minutes et 59 secondes. Ainsi, la somme versée est modulée de la façon suivante :

- Un montant de base fixe de 1 100 000 \$.
- Si au moins 70 % des appels respectent la cible de performance, une somme additionnelle de 2 200 000 \$ est accordée.
- Si au moins 80 % des appels visés atteignent la cible de performance, une somme additionnelle de 2 200 000 \$ est accordée. Entre 70 % et 80 %, la Ville se verra octroyer une portion de la somme prévue au présent paragraphe.
- Si au moins 90 % des appels visés atteignent la cible de performance, une somme additionnelle de 1 500 000 \$ est accordée. Entre 80 % et 90 %, la Ville se verra octroyer une portion de la somme prévue au présent paragraphe.
- Si plus de 90 % des appels visés atteignent la cible de performance, aucun soutien financier additionnel n'est accordé. En vertu de la présente entente, le soutien financier de 7 000 000 \$ constitue le montant maximal que la Ville peut recevoir.

Les montants prévus à cette entente sont exprimés en dollars de 2006 et seront indexés d'année en année par l'Agence en fonction des paramètres d'indexation des crédits budgétaires des ministères et organismes du gouvernement du Québec.

IMPACTS FINANCIERS**EXERCICES FINANCIERS****SI LES CRÉDITS SONT DISPONIBLES, INSCRIRE :**

	20	10	-	20	11		20	11	-	20	12
Dépenses :		1 414 172				\$					\$
Revenus :						\$					\$

Poste budgétaire : 02-04-07-00

Numéro AS-1414 :

SI LES CRÉDITS NE SONT PAS DISPONIBLES, INDIQUER LES SOURCES DE FINANCEMENT ET TRANSMETTRE À LA DGFE**SOURCE DE FINANCEMENT :**

Ce projet a été identifié comme une activité incluse dans l'enveloppe budgétaire 2010-2001 des services préhospitaliers d'urgence. Vu que les crédits de cette enveloppe ont tous été attribués à ce jour dû au grief sur les repas, la disponibilité budgétaire nécessaire à l'émission de cette lettre devra être dégagée des sommes demandées au fonds de suppléance du Conseil du trésor.

COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS DE LA DGFE (SI CRÉDITS NON DISPONIBLES)**CONSULTATIONS EFFECTUÉES****RECOMMANDATIONS**

Nous vous recommandons d'autoriser la présente demande, puisqu'elle est pondérée sur le taux de couverture atteint au cours de 2009-2010 et en fonction de la performance du service. L'application de ces deux modalités assure le MSSS que la subvention versée est proportionnelle à la qualité des services rendus à la population.

MICHEL A. BUREAU, DIRECTEUR GÉNÉRAL_____
DATE